



Paris, le 6 décembre 2019

Contribution à la consultation publique de l'ARCEP sur les mesures envisagées par l'Autorité consistant à suspendre les résiliations de contrats des éditeurs déposées auprès de Presstalis pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois

(Louis DREYFUS, Président de la CDQ, 30, rue Raoul Wallenberg 75019 PARIS)

Préambule

La Coopérative de Distribution des Quotidiens compte 15 associés coopérateurs qui éditent l'ensemble de la Presse Quotidienne Nationale. Elle confie la distribution des titres quotidiens de ses associés à la messagerie Presstalis dont elle détient 27% du capital.

La grande majorité des titres de la presse quotidienne nationale associés à la CDQ fait partie de la catégorie des titres de presse d'Information Politique et Générale, laquelle bénéficie d'un statut spécifique dans la loi Bichet qui garantit la continuité de sa distribution sur l'ensemble du territoire national et qui permet par conséquent la préservation de la liberté de la presse. Cette disposition fondamentale de la loi permet d'assurer l'indépendance, le pluralisme et donc le libre choix des lecteurs.

La déstabilisation de Presstalis aurait des conséquences dramatiques pour l'ensemble de la filière et entraînerait une rupture de l'objectif ultime recherché par la loi Bichet.

En conséquence, la Coopérative de Distribution des Quotidiens soutient toute mesure qui permettra d'éviter la défaillance de Presstalis.

Prorogation temporaire des délais de préavis

La Coopérative de Distribution des Quotidiens approuve cette mesure.

Les transferts de titres ont pesé de manière relative sur la messagerie Presstalis sur les 3 dernières années mais de manière beaucoup plus forte ces derniers mois :

Impact 2017 des transferts : « ... » M€ (en Ventes Montant Fort)

Impact 2018 des transferts : « ... » M€ (en Ventes Montant Fort)

Impact 2019 des transferts : « ... » M€ (en Ventes Montant Fort)

Montant des préavis déposés à date : « ... » M€ (VMF 2019 des éditeurs en préavis)

La messagerie Presstalis est donc confrontée à de nombreux préavis de résiliation qui représentent près de « ... » M€ de VMF (Ventes en montant fort) ; certains de ces préavis arriveront à échéance dès le quatrième trimestre 2019.

La situation économique de Presstalis, déjà très dégradée en dépit du plan d'économies qu'elle a mené au cours des deux dernières années, ne lui permet pas d'absorber de nouvelles pertes d'activité qui se traduiraient, assurément et à très court terme, par la perte des financements correspondants conduisant à l'impossibilité de faire face à ses besoins en termes de trésorerie.

L'augmentation constatée sur l'année 2018 et l'accélération sur les préavis déposés en 2019 ayant un effet prévisionnel sur 2020, provient en particulier des pratiques barémiques sur la presse magazine très défavorables à la messagerie Presstalis qui contrairement à sa concurrente, ne peut pas utiliser tous les leviers concurrentiels pour conserver ses éditeurs, compte tenu de sa position dite « dominante ». Ainsi, la messagerie Presstalis ne peut pas prévoir de clause de fidélité dans ses barèmes alors que sa concurrente en a introduit dans son barème. Cette pratique crée une distorsion qui pénalise fortement la messagerie Presstalis.

En parallèle, les mesures exceptionnelles prises en 2018 par le CSMP pour assurer le redressement du système collectif de distribution de la presse a créé un effet de perte de confiance largement propagé par la messagerie concurrente de Presstalis laissant planer un doute quant à la pérennité de Presstalis, ce qui a conduit certains éditeurs à déposer des préavis.

Les appels d'offres incessants pratiqués par de nombreux éditeurs de magazines ont entraîné depuis ces dernières années une véritable « guerre des prix » se traduisant par des baisses de barèmes. Ceci a contribué à dégrader la compétitivité des messageries et tout particulièrement de Presstalis, sans pouvoir être compensées par de nouvelles baisses de charges. Chaque messagerie conçoit désormais son plan de développement sur la base d'éventuels gains de part de marché vis-à-vis de

son concurrent alors même que les volumes distribués ne cessent de baisser et alors même que le niveau 2 et le niveau 3 de la distribution de la presse sont communs.

La Coopérative dénonce ces pratiques qui génèrent une concurrence artificielle alors que les pratiques tarifaires devraient refléter l'égalité de traitement ainsi que la solidarité entre éditeurs et entre messageries aussi dans le respect du nouveau cadre législatif.

La messagerie Presstalis devant poursuivre son plan de transformation, la Coopérative juge indispensable que le portefeuille de titres gérés par chacune des messageries puisse être stabilisé.

Il s'agit d'un élément clé pour que la messagerie Presstalis puisse assurer la réussite de son plan de transformation et éviter qu'une éventuelle défaillance de sa part entraîne la déstabilisation de toute la chaîne de distribution qui précipiterait tous les niveaux de la chaîne de distribution de la presse, de l'éditeur aux diffuseurs de presse, en passant par les messageries et les dépositaires de presse, à la faillite.

Le gel de six mois des préavis est une réponse minimale qui devra sans aucun doute être renouvelée une fois. Elle devra s'appliquer tant aux préavis en cours qu'à ceux qui seraient amenés à être déposés d'ici à la décision de l'ARCEP.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a smaller, more complex mark.

Louis DREYFUS